

TÉMOINS DE FRANCOPHONIE

DOSSIER

Quarante années de Francophonie institutionnelle

n'ont pas été qu'une génération spontanée ou le résultat de l'action de responsables politiques, fussent-ils brillantissimes. Avant, pendant et après ce moment fort, les Témoins de francophonie, du plus puissant au plus humble, sont ceux qui lui donnent la force, l'authenticité et la vie.

Et il y a bien des motivations, bien des façons de témoigner pour la Francophonie.

Ministre de la Francophonie au Québec, aujourd'hui députée, elle a réuni le combat francophone et celui de la diversité culturelle

..... Louise **BEAUDOUIN**

Il fut le premier des « Grands témoins » officiels de l'OIF, aux Jeux Olympiques d'Athènes en 2004

..... Hervé **BOURGES**

En Arabie saoudite, elle fait de la Francophonie une arme pour le respect de l'autre et contre le terrorisme

..... Fawziah **AL-ABASSI**

Il prouve par chemins détournés, par langues interposées, et ar son site Internet, que la Francophonie, « c'est d'abord une amitié »

..... Arnaud **GALY**

Elle anime les cercles Richelieu qui veulent, à travers le monde, permettre aux jeunes des découvertes francophones

..... Michèle **JACQUEMART**

Des anciens comptoirs francophones en Inde, ici Pondichéry, il est la mémoire vivante de l'histoire et le témoin de l'actualité

..... Claude **MARIUS**

Du Vietnam à Montpellier, de l'agent orange à tant d'autres combats, l'activiste de la Francophonie, c'est

..... Anna **OWHADI-RICHARDSON**

Ecrivain et diplomate, cet ami d'Edgar Morin se déclare « préfrancophone » par son père, et ne renie en francophonie ni le macédonien ni l'albanais

..... Luan **STAROVA**

Sa façon d'aimer les Francophones, en particulier Français, c'est de décortiquer leurs contradictions jusqu'à leurs travers impérialistes

..... Marc **QUAGHEBEUR**

Louise Beaudoin

« La Francophonie se bat pour un monde à la fois multipolaire et solidaire »



Historienne (Laval) et sociologue (Sorbonne), Louise Beaudoin a été directrice des affaires françaises au ministère des Relations internationales du Québec, déléguée générale du Québec à Paris, ministre des relations internationales en 1985, députée du PQ en 94 et réélue en 98. Responsable de la Charte de la langue française, de la Francophonie, elle a beaucoup travaillé à l'adoption par l'Unesco de la déclaration universelle sur la diversité culturelle, son combat majeur devenant celui de la diversité linguistique, puis a opéré un retour surprise en politique en décembre 2008 en remportant la circonscription de Rosemont.

Vous avez été «Grand témoin» de la Francophonie au Liban. Quelle conclusion principale avez-vous tiré de votre enquête de terrain?

En septembre 2008, immédiatement avant le Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Québec cette année-là, le Secrétaire général de l'OIF m'a confié une mission au Liban portant sur l'avenir de la langue française dans ce pays.

Le Liban est un membre fondateur de la Francophonie. L'on évalue, malgré l'absence de statistiques fiables, à environ 38 % le nombre de Libanais qui peuvent, peu ou prou, s'exprimer en français. Le français recule au Liban, mais il est toujours bien vivant et il est encore possible de redresser la barre par des mesures volontaristes. Voilà la principale conclusion de mon enquête de terrain.

D'abord et avant tout parce que contrairement à d'autres pays arabes la francophonie n'y est pas regardée avec suspicion ou n'y est pas combattue pour des raisons idéologiques. Longtemps l'apanage de la seule communauté chrétienne, le français aujourd'hui connaît moins de limites géographiques ou confessionnelles. Aussi parce que même si le nombre d'élèves scolarisés dans des écoles ayant le français comme langue seconde est passé de 73 % à 62 % en dix ans, une majorité d'écoles propose encore le français comme langue d'enseignement aux côtés de l'arabe. Enfin parce que le Liban demeure un pôle d'excellence universitaire francophone dans la région.

Ce que je retiens de mon expérience libanaise c'est que la Francophonie a encore

un avenir au Liban pour autant qu'elle soit consciente des enjeux et qu'elle agisse en conséquence comme elle s'apprête à le faire en signant avec ce pays un Pacte linguistique pour l'accompagner dans ses efforts.

Pendant ces 40 dernières années de construction et d'élargissement de la structure francophone, quels ont été selon vous les éléments décisifs?

Deux éléments, de mon point de vue, ont été fondamentaux dans la construction de la Francophonie depuis quarante ans. Premièrement la décision de tenir des Sommets réunissant les chefs d'États et de gouvernements membres de la Francophonie. Le premier Sommet n'a pu avoir lieu avant 1986 parce que le gouvernement canadien refusait au Québec la place qu'il souhaitait et méritait. La France qui appuyait les revendications du Québec a bloqué l'avènement des Sommets jusqu'à ce qu'il réussisse à s'entendre avec Ottawa. Deuxièmement : l'élection du premier Secrétaire général lors du Sommet de Hanoi en 1997. Boutros Boutros Ghali a permis à la Francophonie de parler d'une voix plus forte et de mieux assumer son rôle politique.

En quoi l'Organisation internationale de la Francophonie est-elle une institution internationale originale, indispensable? Est-ce une «ONU» francophone?

La Francophonie prend tout son sens pour moi quand on la compare aux autres aires linguistiques. Lusophones, hispanophones, arabophones, russophones, turcophones, anglophones, même privés de la

présence des États-Unis, se réunissent, se rencontrent, pour promouvoir leur langue et leurs cultures, pour échanger, pour coopérer, pour intervenir dans les affaires du monde. Les francophones et francophiles sont à l'avant-garde de ce vaste mouvement de promotion de la diversité culturelle et linguistique. La Francophonie constitue une des formes les plus achevées institutionnellement de ce type d'organismes nouveaux qui jouent dorénavant sur la scène internationale un rôle non négligeable pour qu'advienne un monde réellement multipolaire et plus solidaire.

Quels objectifs doit se fixer la Francophonie pour les 40 prochaines années?

La Francophonie doit réussir à exercer une réelle influence. Son pouvoir d'attraction est grand puisqu'elle regroupe 70 pays ou gouvernements, membres de plein droit ou simples observateurs. C'est à la fois sa force et sa faiblesse. Elle doit transformer un danger de dilution de sa personnalité propre, compte tenu d'un élargissement qui semble sans fin, en une force réelle de proposition, de persuasion et de dialogue dans un monde dangereux, incertain. Elle doit contribuer à favoriser l'émergence d'une véritable gouvernance mondiale. Ce qui ne va pas de soi, comme on a pu le constater à la Conférence de Copenhague sur les changements climatiques en décembre 2009. Les intérêts des membres de la Francophonie sont souvent divergents. Ainsi, le Canada, pays membre de la Francophonie, a fait échouer, avec d'autres, le projet d'accord pour sauver la planète alors que plusieurs

pays francophones, parmi les plus pauvres du monde, seront les premiers touchés par les conséquences du réchauffement climatique.

Quels sont les grands enjeux de la francophonie pour votre pays ?

Pour le Québec, le principal enjeu concerne l'avenir du français dans le monde. Car c'est ma conviction profonde—les Québécois seront de moins en moins enclins à continuer à vivre en français, eux qui par leur situation géographique se trouvent à l'épicentre de la mondialisation, si cette langue continue à s'affaiblir sur le plan international. Leur combat n'aurait tout simplement plus le même sens. Ce combat n'en est pas un d'arrière-garde. Au contraire, il s'inscrit dans la modernité puisqu'il est synonyme de plurilinguisme, de diversité linguistique, car défendre le français c'est aussi défendre toutes les autres langues. Dans la perspective encourageante où l'Afrique subsaharienne, par son poids et sa structure démographiques, constitue un formidable bassin de francophones, d'autant plus que nombre de ces pays connaissent des réussites prometteuses mais encore bien insuffisantes dans l'enseignement du français en partenariat avec les langues locales.

Soyons optimistes : puisque l'avenir du français appartient aux jeunes générations, constatons avec plaisir et espoir les belles et fulgurantes éclaircies chez nos jeunes chanteurs, écrivains, dramaturges de toute la francophonie qui s'approprient le français pour exprimer leur réalité, leurs rêves, leur âme.



Hervé Bourges

« *Que la France commence...* »

Ce journaliste engagé dans sa jeunesse en Algérie, fondateur de l'École de journalisme de Yaoundé, puis directeur de celle de Lille, porte-parole de l'Unesco, fut directeur de RFI, président de TF1 jusqu'à sa privatisation, directeur de RMC, président de France Télévisions, ambassadeur de France près de

l'Unesco, président du Conseil supérieur de l'Audiotvisuel, de l'Union internationale de la presse francophone. Il anime aujourd'hui le Comité permanent pour la diversité de France Télévisions. Auteur d'un ouvrage sur Léopold Senghor, il est un ami personnel d'Abdou Diouf, secrétaire général de l'OIF.

Vous avez été le premier «Grand témoin» de la Francophonie.

Le premier grand témoin francophone pour les JO d'Athènes, en effet. Auparavant il y avait un grand témoin francophone français et puis des témoins de pays. Et c'est la première fois que la France a demandé à Abou Diouf que ce soit un témoin francophone qui puisse parler au nom de tous les pays francophones. La France s'est donc retirée pour permettre à ce témoin francophone d'exister.

Athènes c'était quelle année ?

2004. Je suis allé à Athènes et je suis resté pendant tous les JO, partant du principe que les deux langues officielles étaient l'anglais et le français, or je me suis très vite rendu compte que le français était tout à fait négligé. Je me suis aussi rendu compte que la Grèce était un pays où auparavant il y a seulement 20, 30 ou 40 ans on parlait le grec et le français et qu'aujourd'hui on parle le grec et l'anglais. Quant à la manière dont le français est respecté dans les JO et dans l'année qui précède et dans l'année qui suit, si vous n'avez pas de francophones à la tête de fédérations internationales, on parle anglais.

Quelles conclusions principales avez-vous tiré de votre enquête de terrain ?

En général quand il y a des anglophones, on parle anglais et on traduit en français. Et quand il y a des francophones on parle... anglais et on traduit en français! Alors je me suis rendu compte pour les JO d'Athènes, que la langue française n'avait pas sa place et n'avait pas été suffisamment respectée. Je l'ai dit et je l'ai dit de façon assez forte car dans les discours officiels par exemple, alors que le maire d'Athènes, que le Premier ministre, que les responsables qui prenaient la parole parlaient tous français et cela aurait pu se faire en français, c'était en anglais, quelquefois en grec. Alors dans un discours officiel on a eu une traduction et quelques mots en français qui ont été prononcés. Il avait été indiqué aussi que les documents devaient tous être en anglais et en français et beaucoup de documents étaient en anglais et non traduits

en français et c'est ce que je dis d'ailleurs dans mon rapport. Il semble qu'après ce rapport les choses aient évoluées favorablement. C'est peut être ce qu'ont pu dire des témoins ultérieurs notamment Jean-Pierre Raffarin.

Ce qui était intéressant aussi c'était les rencontres avec les athlètes et les rencontres avec les médias. Avec les athlètes j'ai été au village olympique où toutes les réunions et les avertissements se font en anglais sans traduction en français: j'ai trouvé un très grand désarroi chez les athlètes francophones principalement africains. Alors au niveau des médias j'ai eu une très bonne rencontre avec les médias français qui ont très bien compris le rôle du grand témoin de la francophonie je dois dire mais c'est peut être parce que j'avais été Président de France télévisions qu'à l'antenne à plusieurs reprises ils ont cité le grand témoin francophone.

Comment le CIO voit-il votre mission ?

Le CIO n'en a rien à faire car il est anglophone. Ils s'en foutent alors que c'est dans la charte olympique. Pour le CIO ce qui compte c'est que les JO puissent se dérouler normalement, que les sponsors soient contents et que l'argent rentre. Pour le reste

Pendant ces 40 dernières années de construction et d'élargissement de la structure francophone, quels ont été selon vous les éléments décisifs ?

Les structures ont évolué puisque qu'auparavant c'était simplement un organisme qui regroupait les états francophones mais il n'y avait pas un président, seulement un secrétaire général. C'est avec Boutros Ghali qu'on a séparé l'administration dirigée par un secrétaire général qui est québécois et un organisme politique avec un président de l'organisation internationale de la francophonie qui a été un ancien secrétaire général des nations unies, ou Abou Diouf, un ancien chef d'état. Et qui traite d'égal à égal avec les chefs d'état.

Alors ce qui a donné de l'importance à la francophonie, c'est qu'on a créé un organisme politique et ensuite que la France y a toujours cru au travers de ses présidents, pas vraiment Giscard d'Estaing qui ne s'y intéressait pas, mais à partir de Mitterrand c'est évident, Chirac beaucoup. Sarkozy se soucie de cela comme d'autre chose mais il a quand même marqué le coup politiquement car il a tout de même dit que la France voulait continuer à participer de façon très active à la francophonie.

Alors bien évidemment on peut critiquer l'organisation internationale de la francophonie qui est une « grande bureaucratie », mais comme tous les organismes internationaux comme l'UNESCO, le FMI, la Banque Mondiale sont d'abord des grandes administrations. Mais avec une évolution: au départ c'était la langue française et la francophonie telle qu'elle a été imaginée par les pères fondateurs puisque c'est né en 1960, avec Diiori Hamani, Senghor, Sihanouk et Bourguiba. Ce qui est intéressant c'est que par la suite on n'a pas parlé de la langue française mais on a dit « *de pays qui ont le français en partage* ».

C'est une très belle expression dont j'ai déjà cité l'auteur, Maurice Druon

L'évolution de la langue française par rapport à la mondialisation est contrastée. Il n'y a pas de rétrécissement quantitatif, et cela grâce à l'Afrique, donc la langue française n'est pas minable et c'est une des grandes langues. Et puis ensuite ce qui est intéressant c'est que cette langue ayant été imposée à un certain nombre de gens, la bataille idéologique qui a été menée était celle de dire que « *knous sommes pour le multilinguisme et la défense de toutes les langues* » et en ne disant pas que c'est le français que l'on doit défendre. En défendant le français nous défendons le multilinguisme, et l'inverse. C'est aujourd'hui un raisonnement acquis.

En quoi l'Organisation internationale de la Francophonie est-elle une institution internationale originale, indispensable? Est-ce une «ONU» francophone?

L'intérêt de l'OIF, c'est qu'elle a vu son champ d'activité s'accroître, pour ouvrir son champ d'activité à tous les problèmes politiques majeurs, problèmes des droits de l'homme, de défense de la liberté de la presse, problème de préparation des gens pour les élections, problèmes également de sanctions pouvant être prises à l'égard de chefs d'Etat appartenant à la francophonie et ne respectant pas la charte francophone des droits de l'homme etc.....

Lorsque ce sont des coups d'Etat par exemple la Francophonie marque le coup et n'apporte plus aucune aide. Ensuite, la Francophonie a pu peser politiquement. Par exemple lorsqu'à l'UNESCO a été adoptée il y a un an une charte sur la diversité culturelle, le groupe francophone qui pesait lourd, a joué un rôle majeur pour faire avancer les choses. Le groupe francophone, c'est aussi un tiers des membres de l'ONU, ce qui n'est pas rien. D'où l'importance qu'ils se

regroupent. On est passé d'un organisme défendant la langue française et le pré carré à un organisme politique.

Quels objectifs doit se fixer la Francophonie pour les 40 prochaines années?

En s'élargissant, en élargissant le champ de son action, la Francophonie a fait beaucoup de saupoudrage. Il faudrait qu'elle en revienne à quelques points forts. C'est quand même d'abord la langue française, le camp francophone et ce sont toutes les valeurs qui s'y trouvent. Et ces valeurs il ne faut pas les démultiplier comme le fait actuellement la Francophonie.

Je crois que ça tient autour des droits de l'homme, autour de la défense de la liberté de la presse de l'indépendance de la justice et de la participation de la société civile au fonctionnement de l'état. Voilà les quatre points sur lesquels il faudrait que l'action se concentre, sans participer à 36000 trucs. Par exemple, les francophones participent à la préparation de scrutins mais ils ne sont pas les mieux placés pour ce faire et comme observateurs qu'est ce qu'ils peuvent voir, je n'en sais rien.

Quels sont les grands enjeux de la francophonie pour votre pays?

Que la France s'intéresse à la langue française, ce qui n'est pas le cas. Ne se laisse pas aller à la mode de l'anglais, et qu'il y ait en France des gens qui fassent respecter la langue française dans les médias, dans les administrations, les institutions internationales et ce n'est pas le cas. Nous le voyons bien. Autant au niveau international européen la langue française doit être une langue de travail ce qui n'est pas le cas, au niveau français beaucoup de responsables européens sont très heureux de parler anglais devant des assemblées de francophones, et au niveau français beaucoup d'entreprises, d'organismes étatiques, culturels etc.... sont très heureux de pouvoir pratiquer leurs responsabilités en langue anglaise.

Je donne des exemples : à EDF et à Renault, il y a en France, et je ne parle pas à l'étranger des notes de service qui sont faites en anglais pour un public qui est français. Ce qui est tout de même très grave. Il est arrivé d'ailleurs à des chefs d'état, notamment Chirac, d'interrompre un type dans une assemblée francophone pour lui dire « Parlez français, monsieur ! ». Il y a aujourd'hui une mode de parler anglais et puis de banaliser la langue française en étant content d'employer des expressions anglaises et ça c'est vrai pour les médias. Et dans les médias, il n'y a

personne qui fasse attention, il y a quelqu'un au CSA qui fait un petit truc dans la revue tous les mois mais il n'y a personne qui traque les anglicismes.

On a réussi à faire ce n'était pas moderne de défendre les français.

A un point tel que des ministres ont dit, par exemple Valérie Pécresse: l'avenir c'est l'anglais, pas le français. Ce qui dans un pays comme la France est quand même grave. On ne peut pas être résigné à l'anglomanie ambiante. Je me bats contre tout cela personnellement: par le *Prix de la carpette anglaise*, par le rapport que j'ai fait sur la

francophonie.. Abdou Diouf, qui est d'une prudence de Sioux comme des gens qui ont été chefs d'Etat et qui doivent être réélus par leurs pairs, a quand même dit que « ceux qui croyaient le moins dans la langue française étaient les Français » et il l'a dit à plusieurs reprises. Ce qui n'est pas vrai des présidents français, même Sarkozy, mais des entourages...

Face à la démission des élites françaises sur leur langue, il faut réagir, même publiquement. Ne pas se résigner. Trop de valeurs sont en cause.

— ENTRETIEN CONDUIT PAR LOÏC HERVOUET

Fawzia Al-Abassi



« La Francophonie, une école du respect »

Quatre heures par jour, Radio Riyadh (Arabie Saoudite) émet en français. Chaque semaine depuis 2005, Fawzia Al-Abassi propose une émission, en français, au titre on ne peut plus explicite: «*Ensemble contre le terrorisme*». Cette journaliste qui fut interprète et traductrice de français milite «*pour le dialogue des civilisations*».

Comment, à Riyadh, tombe-t-on un jour en Francophonie?

La question me surprendrait presque, tant la francophonie fait aujourd'hui partie de mon identité culturelle. L'histoire est simple: même si je n'ai pas beaucoup voyagé, j'ai rencontré et connu beaucoup de personnes en Arabie saoudite, puisqu'avec les lieux saints, on y reçoit deux à trois millions de pèlerins ou de visiteurs chaque année. J'ai fait connaissance de Tunisiens, qui m'ont initié au français, et je suis allé apprendre cette langue en Tunisie. Ce choix a été décisif pour moi à bien des égards.

Ce que m'a apporté cette belle langue partagée, en un choix volontariste, est très important: des contacts directs, une ouverture sur le monde, beaucoup de voyages et de paysages par livres interposés. Ces livres en français, de bien des pays du monde, ont été mes moyens de transport plus que l'avion ou le train, même pour les pays arabes par les écrivains maghrébins d'expression française, jusqu'à l'Amérique avec Hemingway ou Steinbeck, Nietzsche, Soljenitsyne, toute la littérature anglaise

et chinoise bien sûr, toujours dans les traductions françaises.

Tout cela m'a permis d'enrichir ma culture, d'avoir une vraie connaissance des gens et des peuples, par là de les comprendre, de souhaiter vivre avec eux en paix, avec le respect la tolérance. Ce qu'ils me donnent quand je les comprends et ce que je veux donner permet d'édifier une perception des autres plus souple, plus heureuse, plus concordante, c'est à dire d'espérer vivre en communauté humaine, quelles que soient les différences.

La diversité culturelle à travers une même langue?

Oui, mais précisément parce qu'elle est choisie, parce qu'elle n'impose pas son modèle, mais sert de passerelle aux différences et à leur découverte, car le dénominateur commun, c'est l'être humain, et cette diversité respectée est enrichissante pour tout le monde.

Et le journalisme dans tout cela?

Je vais vous faire un aveu: c'est grâce au français que j'ai pu devenir journaliste, postuler

à la radio nationale en faisant état de ma maîtrise de la langue française. Et ce privilège m'a permis d'apprendre à maîtriser le métier. Je me suis occupé de répondre aux auditeurs, puis de diverses émissions comme «*questions d'actualité*» ou «*l'art d'être parents*», «*points de vue diplomatiques*» ou encore «*figures féminines*».

Et depuis 2005, cette émission « anti-terroriste ».

Oui, car l'attentat du 11 septembre a aussi provoqué un grand choc chez nous. C'est à la suite d'une conférence internationale sur le terrorisme tenue à Riyadh en février 2005 que j'ai lancé l'émission, qui est depuis hebdomadaire, et où j'invite le plus souvent possible des spécialistes de cette question, mais pas seulement des militaires ou des

politiques, mais des experts tous azimuts, saoudiens ou étrangers.

Car cette question n'est pas seulement géostratégique ou politique. Elle a ses dimensions humaines. Comment tombe-t-on en terrorisme? Comment fournir une aide à ceux qui se sont fourvoyés? Comment empêcher les récidives? Comment faire tomber préjugés et caricatures qui alimentent le discours terroriste? Bien sûr nous soulevons toujours autant de questions que nous n'apportons de réponses, tant le sujet est complexe. Mais je n'ai aucun doute sur le sujet: c'est le devoir des médias de mener ce travail.

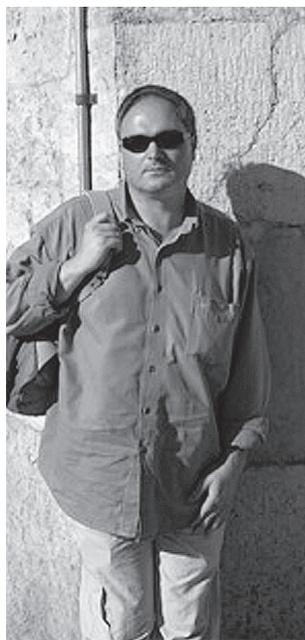
La Francophonie, école de respect de la diversité, a sa part d'antidote au terrorisme.

— ENTRETIEN LOÏC HERVOUET

Arnaud Galy

«*La Francophonie, d'abord une amitié*»

De la photo au journalisme écrit, de la Dordogne au vaste monde, de l'Europe de l'Est à la Francophonie, le parcours d'Arnaud Galy, journaliste indépendant, photographe pigiste, s'est tracé comme en chemins de traverse pour aboutir à *Zigzag*, magazine francophone multi langues sur internet. Un magazine interactif avec des lectures, des lexiques, des outils d'approfondissement de la langue.



Comment rencontre-t-on la francophonie dans ce métier?

Par le travail, depuis quinze ans, de journaliste et photographe pour le magazine allemand «*Ecoute*», consacré à la France et à la francophonie, en Allemagne, en Suisse et en Autriche (www.ecoute.de). Je me suis inspiré de leur expérience pour créer mon propre espace francophone multilingue avec des amis. L'évolution du métier et sa jungle obligent d'ailleurs à réfléchir soi-même à gérer son propre domaine et tirer parti de son propre réseau.

Ce réseau, je l'ai constitué en travaillant comme photographe pour des maisons d'édition de voyages, en particulier avec des Polonais, des Roumains, des Moldaves, des Russes, toute l'Europe de l'est mais aussi le Maghreb ou l'Afrique. Et puis j'ai compris. Qu'est ce qui faisait le lien dans tout cela? c'est la langue!

Après un premier essai infructueux en 2003, j'étais retourné pour un travail plus classique pour Hachette et Michelin, en 2009 l'envie est revenue plus forte. On n'a rien demandé à personne, on est parti avec la foi, on a constitué l'équipe et complété le réseau par l'amitié tout simplement, pour obtenir des contributions, les contacts se sont élargis très très vite. On a donc eu la certitude de correspondre à un besoin et le grand plaisir de recevoir des offres de contribution spontanée.

Un Zigzag abouti ce serait quoi?

Le rêve pour le fonctionnement ce serait d'avoir une dizaine de langues (ajouter à l'anglais, au polonais, au roumain, au russe, le portugais, le brésilien, le vietnamien, le chinois ou le japonais)

C'est aussi de renforcer le lien avec des blogs francophones sur tous les sujets de culture, d'architecture, de société etc. et d'élargir au maximum les contributions, ce qui est bien parti. Tout en imposant un standard de qualité du contenu et de la langue

Enfin, le rêve c'est bien sûr de disposer d'abonnements en nombre suffisant pour passer d'une vie de type associatif à un fonctionnement professionnel. Pénétrer les écoles francophones, les alliances françaises à travers le monde suffirait à nos besoins.

Sur un plan général qu'est ce qui pourrait faire avancer la francophonie?

Ce serait de dépasser l'institutionnel purement formaliste, que la francophonie laisse plus voir les individus qui l'animent que

ses institutions. Que la confraternité francophone soit de règle car cette langue est un moyen de passerelle inestimable: tel universitaire moldave qui étudie en Suisse et qui écrit sur le Mali, l'Argentine ou le Québec en fournit la preuve concrète.

Ne découvrirait on pas le monde aussi bien en anglais?

Oui et non. L'anglais fait bien sûr partie de l'obligation utilitaire et je n'ai aucune hostilité à le pratiquer mais cela ne génère pas forcément une communauté d'esprit. Le fonds commun avec la francophonie, c'est souvent une histoire partagée, un idéal de valeurs spontanément ressenties comme communes. Il y a infiniment plus de richesse dans une langue choisie que dans une langue subie. Le français véhicule à l'évidence plus que de l'utile et de l'utilitaire. On est amoureux du français qu'on parle ou qu'on lit, pas du *globish* qu'on baragouine pour trouver une chambre d'hôtel...

— ENTRETIEN LOÏC HERVOUET



Michèle Jacquemart

« Les jeunes sont l'avenir de la francophonie »

Michèle Jacquemart assure la présidence du Richelieu international depuis octobre 2010. Elle nous présente ce service-club voué à la francophonie.

Qu'est-ce qui vous a amenée à vous intéresser à la francophonie ?

Très tôt, j'ai été passionnée par la lecture, ce qui a éveillé chez moi à la fois le goût de la littérature française et celui de l'histoire. J'ai grandi en Belgique, non loin de la frontière française puis j'ai émigré au Luxembourg, un pays multiculturel et plurilingue où une vie culturelle existe en français. Toutes ces circonstances m'ont aiguillée vers la francophonie.

Comment est né le Richelieu et quels sont ses buts ?

Le Richelieu International est né à Ottawa en 1944. Dans le contexte majoritairement anglophone de l'époque, il a été fondé par des Canadiens français pour défendre leur langue et leur culture. Son nom lui vient de la Maison Richelieu fondée à Québec pour

aider les enfants déshérités et les orphelins de la Nouvelle-France.

Le Richelieu International appelé « le club de la francophonie » travaille à la promotion de la langue française et des cultures qu'elle véhicule. Ses actions, inspirées par sa devise « Paix et fraternité », sont humanitaires, culturelles et sociales et concernent la jeunesse.

Comment le Richelieu est-il organisé ?

L'élément de base du mouvement Richelieu est le membre inscrit dans un club. Les clubs sont regroupés en régions, les régions en districts et au sommet de la pyramide se trouve le Conseil d'administration du mouvement, composé des responsables des districts et dirigé par un président. Au siège social à Ottawa, une équipe d'employés aide à la mise en place des politiques. Il existe

aussi une Fondation Richelieu-International qui fournit les moyens de soutenir œuvres et projets.

Quelle est la place du Richelieu dans la francophonie ?

Le mouvement, parti d'Ottawa, s'est étendu au Québec, au Nouveau-Brunswick, dans l'ouest canadien puis aux Etats-Unis pour gagner la France, la Belgique, la Suisse, le Luxembourg, les Antilles. Depuis peu, des clubs se sont ajoutés en Roumanie, au Sénégal, au Niger et au Burkina Faso.

En 1973, le Richelieu International a été reconnu comme organisme collaborateur de l'Agence de la Francophonie. Le réseau est parfois convié à se joindre à la délégation canadienne des Sommets de la Francophonie.

En tant que présidente internationale du Richelieu, quels sont vos principaux objectifs ?

Ma mission de base est de veiller au renforcement du sentiment d'appartenance à notre réseau par trois mots-clés : engagement, confiance et ambition. Des moyens pour y arriver : améliorer notre visibilité par des contacts accrus avec les organismes liés à la francophonie et nous faire connaître et reconnaître par nos actions. Deux exemples : promouvoir le « Prix littéraire Richelieu de la francophonie » initié en Europe dont la première édition à Neuilly en mars 2009 fut un réel succès ; et ensuite, offrir aux jeunes de l'aide du réseau pour des contacts étendus en francophonie.

— ENTRETIEN ANNE FRANÇOISE COUNET

Claude Marius

«La Francophonie acteur d'histoire»

A Pondichéry (Inde), paraît tous les mois *Le Trait d'Union*, l'organe de l'amitié franco-indienne. Nous avons rencontré son rédacteur en chef, Claude Marius.

Quel est l'objectif de votre journal ?

Le journal existe depuis plus de 65 ans, un record. Notre but est de maintenir une collaboration culturelle entre la France et l'Inde. Nous publions des nouvelles de Pondichéry comme le compte-rendu des réunions d'associations, les manifestations culturelles ou les résultats du baccalauréat. Nous traitons aussi des grandes épopées de la mythologie indienne, de faits historiques ou des grands événements indiens ainsi que des relations de l'Etat de Pondichéry avec l'Union Indienne. « *Le Trait d'Union* » est devenu, en quelque sorte, la mémoire de l'histoire de Pondichéry depuis 1944.

Comment y êtes-vous arrivé ?

Je descends d'une famille qui a émigré en Indochine. Je suis né à Pondichéry mais j'ai aussi passé la plus grande partie de ma jeunesse à Saigon. Après mon baccalauréat, je suis parti en France pour faire des études en chimie et en géologie. Je suis entré à l'Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outremer. Je suis devenu un spécialiste mondial des mangroves. Lors de ma retraite



en 1993, je suis rentré à Pondichéry où j'ai repris la rédaction du « *Trait d'Union* ».

Qui sont vos lecteurs ?

Le journal qui tire à un peu plus de 2.000 exemplaires est destiné aux Franco-Pondichéryens, c'est-à-dire les habitants de Pondichéry qui, à l'indépendance de l'Inde, ont choisi d'obtenir ou de conserver la nationalité française. Cependant, la grande majorité de nos lecteurs réside en France car beaucoup de personnes de Pondichéry ont émigré là-bas. On a aussi pas mal de lecteurs à La Réunion où vit une grande communauté de Pondichéryens qui se sont installés sur l'île après avoir quitté l'Indochine. « *Le Trait d'Union* » informe les Français sur l'Inde mais surtout il permet de maintenir un lien entre les différentes communautés de Franco-Pondichéryens dans le monde.

Que pensez-vous de l'avenir de la langue française à Pondichéry ?

Je suis quelque peu pessimiste. Ici, à Pondichéry, peu de gens parlent vraiment le français. Parmi les 6.000 Franco-Pondichériens, seulement 200 environ sont réellement francophones. Les autres s'expriment presque exclusivement en tamoul, la langue de l'Etat qui est une langue très ancienne liée à une culture et une civilisation aussi très anciennes et qui a toujours dominé les autres langues.

Heureusement, il y a encore beaucoup d'élèves au Lycée français qui, eux, sont francophones, bien qu'ils parlent le tamoul

en dehors de l'école. Un autre point positif : le français en Inde est la première langue étrangère dans l'enseignement. Et puis enfin, il ne faut pas négliger le fait que Pondichéry reste, en Inde, le seul endroit où il y a des francophones. Les Indiens des autres Etats viennent y apprendre le français à l'Alliance française plutôt qu'à celle de Bombay pour pouvoir bénéficier de cet environnement. A Pondi, on continue à s'intéresser au français, à la France et à sa culture !

— PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE FRANÇOISE COUNET

Anna Owhadi-Richardson



« Pour une francophonie qui donne ses chances à tous »

Née au Vietnam, diplômée de médecine et de sociologie de la communication à Montpellier, seize années en coopération en Tunisie, douze années médecin-conseiller du recteur d'Académie, Anna Owhadi-Richardson a organisé cinq Universités d'éte nationale et européenne sur la formation des enseignants et des chefs d'établissement en Education pour la santé avec Michel Crozier, participé au programme l'Europe contre le Cancer avec le Pr. Henri Pujol, créé l'association AD@LY « Les Amis de Dalat sur les traces de Yersin » en 1994 (Parrain fondateur : Raymond Aubrac, Président d'Honneur fondateur : Henri Pujol). Spécialiste hors pair de la mise en réseaux, elle se bat jour et nuit pour le français, pour l'indemnisation des victimes de l'agent orange au Vietnam, pour le jumelage Montpellier-Dalat.

Quand et comment êtes-vous « tombée en amour » de la francophonie, comme disent nos amis Québécois ?

Sans doute déjà dès le ventre de ma mère vietnamienne, par les gènes de mon père descendant de colon français ! Je suis née au Vietnam à Dalat en 1943, l'année de la mort de Yersin, qui a découvert en 1893 le site de la ville fondée par Paul Doumer. J'ai eu le privilège d'effectuer toute ma scolarité jusqu'au baccalauréat au lycée qui porte son nom, le « Henri IV » de l'Indochine coloniale. Le Lycée Yersin a été inauguré en 1935 par le découvreur du bacille de la peste lui-même. Le dernier proviseur de ce joyau du système éducatif français, Claude Emond, retrouvé à Montpellier au Lycée Champollion, a remis les clés aux autorités vietnamiennes en 1975.

Le clocher de ce beau bâtiment qui a formé des générations d'experts de toutes spécialités, diaspora disséminée de par le monde (1), reste aujourd'hui le symbole du passé culturel glorieux de Dalat, « *la Petite France* ».

Je suis « tombée en amour » de la francophonie comme Obélix dans la potion magique, grâce à des enseignants remarquables envoyés par la métropole. Un hommage tout particulier pour Jean Riou qui nous a fait aimer l'histoire de France, et surtout à Pierre Bornecque, auteur d'un excellent ouvrage la littérature française introuvable aujourd'hui. Dans les moments difficiles, le jeu de mot de son message dans mon cahier de souvenir me redonne le moral : « *Ose Anna, Hosannah, fortuna audaces juvat* », 20 mars 1960. Depuis 1998 « *j'ose* » organiser tous les 20 mars la

Journée internationale de la francophonie à Montpellier, malgré l'indifférence, voire l'hostilité ambiante.

Félicitée par le jury à la soutenance de ma thèse de Doctorat en médecine en 1968 à la Faculté de Médecine de Montpellier pour « un travail rédigé dans un français parfait, que pourrait vous envier un pur sang de l'Hexagone ! », je mesure la reconnaissance que je dois à mes maîtres.

L'étude du latin m'a aussi bien aidé à comprendre la subtilité de la langue de Molière, et aidé dans mes études médicales. Domage qu'il ne soit plus enseigné, une des causes du déclin du français ?

Le revers de la médaille que je déplore aujourd'hui est que « *nos ancêtres, les Gaulois* » nous a privé de l'enseignement de la langue vietnamienne et de l'histoire du Vietnam. C'est une des motivations qui m'a incité à créer AD@LY « *Les amis de Dalat sur les traces de Yersin* » en 1994 avec les encouragements de Raymond Aubrac et le soutien de Henri Pujol. La qualité des membres qui se joignent à notre Association depuis 16 ans est un formidable encouragement, et ce texte est le reflet de leurs contributions (www.adaly.net).

Qu'est ce que cela représente pour vous personnellement d'être militante de la francophonie, et quelles joies, ou quelles peines en retirez-vous ?

Par amour pour mon pays natal, le Vietnam et par reconnaissance pour mon pays d'accueil la France : boursière jusqu'à l'obtention du doctorat, je milite pour cette francophonie généreuse dont je suis le produit, celle qui donne ses chances à tous. Je considère comme un devoir de préserver la richesse d'une langue de culture et de partage face à l'envahissement de l'anglais, langue du commerce. Défendre les valeurs humanistes de la francophonie : « *Egales-Différentes-Unies* » est un défi à relever pour une mondialisation plus sereine.

Je regrette que la politique culturelle internationale de la France ne soit plus à la hauteur de ces ambitions. Je l'ai constaté au Vietnam depuis mon engagement associatif. Puisse le Président Nicolas Sarkozy tenir la promesse du candidat « *Si je suis élu, je mettrai la francophonie au rang des priorités diplomatiques de la France* » et je souhaite à Jean Pierre Raffarin qui le représente toute la détermination et la fermeté pour défendre notre langue et ses valeurs.

La France vit sur ses acquis, sur sa gloire d'antan et ne se rend pas compte que le monde a changé. Les Français sont encore trop chauvins, nostalgiques, le cocorico appartient au passé.

Incitons nos jeunes à quitter l'Hexagone et se frotter aux réalités du monde devenu un village planétaire.

Quelles difficultés rencontrez-vous pour convaincre de l'intérêt de la francophonie ?

L'indifférence des français « pur sucre »... surtout ceux qui n'ont jamais quitté l'Hexagone. Il est étonnant que ce soit au Québec ou en Louisiane que la langue française soit défendue avec le plus de conviction.

Les medias s'en désintéressent aussi et le sujet ne fait jamais la une de l'actualité. Même l'événement international des Sommets de la Francophonie ne remplit pas les colonnes. Ils ont pourtant un pouvoir considérable sur la formation de l'opinion... qu'ils utilisent pour d'autres causes souvent bien plus futiles. AD@LY a été à l'origine le 20 mars 1998 de la première Journée internationale de la francophonie à Montpellier. Nous étions au CRDP, quelques militants en visioconférence avec la Cité Scolaire Marie Curie de Sceaux. Henri Pujol dialogue avec Stelio Farandjis sur l'écran. Les journalistes sont pris par les élections régionales... aucun écho. Cependant le Recteur Jérôme Chapuisat nomma par la suite Anne Trebault chargée de mission pour la francophonie au Rectorat... et ce fut le numéro de l'AFI 1997 que je lui confie pour rédiger le premier questionnaire destiné aux élèves de l'Académie.

Nous avons par la suite organisé fidèlement tous les 20 mars cette Journée qui est aussi la date choisie pour l'Assemblée générale annuelle de notre association. Le sage constat du sociologue Michel Crozier, dans *L'Acteur et le Système*, m'a beaucoup aidé à accepter et gérer les difficultés: « *L'organisation n'est en fin de compte rien d'autre qu'un univers de conflits, et son fonctionnement le résultat des affrontements entre des rationalités contingentes multiples et divergentes d'acteurs relativement libres, utilisant les sources de pouvoir à leur disposition.* »

En quoi l'Organisation de la francophonie est-elle une Institution internationale originale, indispensable ? Est ce une « ONU » francophone ?

L'Organisation Internationale de la Francophonie peut être considérée comme une ONU francophone. Elle a joué un rôle considérable et donné à la francophonie sa dimension actuelle.

Les Sommets de la Francophonie sont des moments de rappels à l'unité, pour des échanges émulateurs...Cependant son influence et son action restent encore trop modestes. Elle devrait encourager et mettre

à son service les acteurs de terrain acquis à sa cause pour insuffler plus de dynamisme et d'efficacité. Si le site fédérateur du 20 mars est une bonne initiative et nous relie au moins une fois l'an, Il devrait devenir un forum d'échanges animé tout le long de l'année.

Le Fonds francophone des inforoutes institué en 1997(2) lors du Sommet de Hanoï mérite d'être mieux connu surtout auprès des établissements scolaires et universitaires... avec une dotation plus généreuse!

Quels objectifs doit se fixer la francophonie pour les quarante prochaines années ?

Reconquérir l'espace perdu. Etendre son champ d'action pour gagner d'autres pays.

QUELQUES PISTES :

- favoriser l'enseignement du français dans les établissements scolaires de tous les pays membres, en tant que deuxième langue, puisque l'anglais sera réalité incontestable, la première langue
- former davantage de professeurs FLE
- encourager les jumelages scolaires et universitaires et les échanges d'élèves et étudiants : objectifs éducatif culturel, humanitaire, économique, couplés de chantiers de bénévoles
- remplacer le service militaire par le service international
- favoriser l'éducation par internet et donner plus de moyens aux Fonds Francophones des inforoutes : renforcer la présence d'ouvrages français sur Internet
- installer et développer les chaînes de télévision en français à l'étranger
- encourager la fabrication d'outils pédagogiques, des ouvrages scolaires en éditions bilingues (ex : Fables de la Fontaine bilingue français-vietnamien, voir au chapitre «Vietnam»)
- encourager les initiatives linguistiques ludiques et créatrices de liens : Semaine de la langue française avec les 10 mots à décliner
- inciter les entreprises françaises à s'installer à l'international pour créer des emplois pour les francophones
- développer la coopération décentralisée...

Pour convaincre un francophone résignée à l'anglomanie ambiante, quel serait votre argument majeur ?

Si l'anglais est la langue du marché, le français est la langue de la culture, du partage. Je rejoins pleinement l'analyse de Jean Louis Roy: « *La francophonie est devenu le principal*

espoir de notre langue, peut être le seul ». Sans la francophonie, le français serait confiné à la France, la Belgique, la Suisse, au Québec... plutôt que de regrouper aujourd'hui 70 pays et territoires où vivent 500 millions de personnes.

Le latin est devenue une langue morte et n'est plus enseigné dans les lycées que par option d'une minorité privilégiée... Quel gâchis! Le même sort menace le français qui va être réduit à sa caricature : verlan, écriture SMS, si l'anglais devient la langue universelle unique, occultant la richesse des autres langues. Cependant que « les résignés à l'anglomanie ambiante » se rassurent... Pour bien défendre la francophonie, il faut bien maîtriser l'anglais... Puissent-ils être conscient aussi de leur devoir de promouvoir le français pour sa richesse culturelle et surtout pour les valeurs de partage et de respect du multiculturalisme de la francophonie.

Mes remerciements s'adressent particulièrement aux fondateurs et membres d'AD@LY, à son réseau de sympathisants à Michel Crozier, Serge Degallaix, Dominique Deville de Périère, Claude Baland, Daniel Grasset, Yves Gazzo, Louis Malassis, Georges Frêche, Jean-Paul Fernandez, Gérard Ghersi, Hélène Mandroux, Jacques Touchon, Jacques Domergue, Christian Philip, André Vezinhet... entre autres mais aussi à tous ceux dont vous trouverez les noms et les contributions sur le site www.adaly.net, qu'anime Jean Louis Meunier, aux sept recteurs de l'Académie de Montpellier que j'ai eu le privilège de servir pendant 12 ans en tant que Médecin conseiller et tout particulièrement à la mémoire du Recteur Pierre Ferrari, pour son ouverture d'esprit.

BIBLIOGRAPHIE SUCCINCTE

- (1) Site de retrouvailles « entre nous »
« Dalat, ville d'altitude »
« Quand la France s'ouvrira » Michel Crozier
« Le Français, les français et les autres » Jean Hourcade
« Alexandre Yersin à l'heure d'internet, comment le passé rejoint le présent et prépare le futur » AFI 2007
- Exemple de thèmes de réflexion pour un jumelage scolaire : le slogan des écoles vietnamiennes **Tien Hoc Le, Hau Hoc Van** : « *Apprends d'abord la politesse, tu apprendras à lire après* »
Fête de l'enseignant le 20 novembre au Vietnam, Jour de la déclaration des Droits de l'Enfant
Concours sur le slogan « Egaux Différents Unis »
- (2) Fonds francophone des inforoutes (merci à Christian Ambaud)

Le Fonds francophone des inforoutes, dont la

création a été décidée à Hanoï lors du VIIe Sommet de la Francophonie (1997), vise à développer l'usage et la maîtrise des technologies de l'information et de la communication dans les pays du Sud et/ou d'Europe centrale et orientale membres de l'OIF en soutenant sur plusieurs années, à la suite d'appels à projets, des initiatives multilatérales de production de contenus et d'applications numériques francophones dans des secteurs d'intervention aussi variés que la diversité linguistique, l'éducation, les médias, le cinéma, la création de logiciels, les sciences et techniques, la création de bibliothèques électroniques...

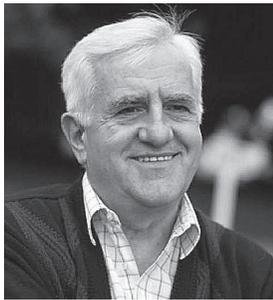
Les dossiers déposés au cours de chaque appel

à projets sont examinés par un groupe d'experts francophones indépendants qui juge de la pertinence et de la faisabilité de ces projets. Leur avis est ensuite soumis à une instance décisionnelle, le Comité francophone des inforoutes qui est constitué de représentants des différents États ou gouvernements bailleurs et, au titre d'observateur, de chacun des opérateurs de la Francophonie.

Depuis la création du Fonds :18 appels à projets lancés ; 202 projets retenus pour financement ; environ 16 millions d'euros de montant total d'aides accordés ; une moyenne de subvention des projets d'environ 80 000€.

En savoir plus : www.inforoutes.francophonie.org

Luan Starova



« *La Francophonie est notre pont vers l'Europe* »

Luan Starova est un écrivain de l'exil. Né en août 1941 en Albanie, un pays qu'il a fui pour rejoindre ce qui allait devenir la République de Macédoine, Luan Starova est aujourd'hui professeur de littérature française à l'université de Skopje. Il est membre de l'Académie macédonienne des sciences et des arts, mais aussi traducteur en macédonien d'auteurs français. Ambassadeur de Yougoslavie

en Tunisie avant 1989 puis premier ambassadeur de la Macédoine en France (1994-1999), il est commandeur de l'Ordre des Arts et des Lettres. Sa double appartenance culturelle et la tragique histoire des Balkans ont façonné son style et ses œuvres. Il a souvent souligné combien la culture française lui avait permis de « dépasser les antagonismes balkaniques », et combien les traductions en langue française de ses ouvrages avaient été utiles à faire connaître son pays au grand public de la famille francophone.

Vous êtes un des écrivains les plus traduits de la Macédoine en France mais également dans les autres pays de l'Europe. Vous êtes l'auteur de la *Saga balkanique* publiée après l'éclatement de la Yougoslavie en 1991. Vous avez publié de cette saga une dizaine de romans en Macédoine, parmi lesquels cinq ont été traduits en France : *Le Temps des chèvres* (Fayard, 1997), *Les livres de mon père* (Fayard, 1998), *Le Musée de l'athéisme* (Fayard), *Le Rivage de l'exil* (L'Aube, 2003). Après la publication du dernier roman *Le chemin des anguilles*, (Syrtes, 2009), la critique littéraire en France a vu dans ce roman la poursuite de « l'édification d'une saga balkanique qui fait déjà partie des grands romans européens » Comme écrivain et diplomate, comment voyez-vous l'avenir européen des Balkans ?

Je suis héritier, mais également membre de la génération dont la vie a été marquée par la tragédie balkanique du XX^{ème} siècle – les guerres balkaniques ; les deux guerres mondiales, 40 ans de socialisme yougoslave après la sortie du stalinisme, les guerres fratricides yougoslaves, la création de nouveaux Etats. Trop pour l'histoire d'une vie. Churchill disait que les Balkans créaient beaucoup plus d'histoire qu'ils ne peuvent en digérer. Il me reste ma vie littéraire (laquelle pour Sartre n'était pas un glaive), pour « dompter » une partie de mon histoire familiale et personnelle.

Dans mes livres j'ai voulu montrer que quand les Balkans ont été sur la voie de « s'eupéaniser », suite aux secousses géostratégiques dans le monde après l'époque bipolaire, ils se sont trouvés dans les cercles

inférieurs de leur balkanisation, dans une transition traumatique. Pour les héros de mes livres, il restait à trouver la voie de la sortie de la barbarie, « par le sauvetage de différences, en mettant en avant les valeurs communes », et non par les fantômes fatalistes de l'exclusion de l'autre. Un nouvel espoir pour les balkaniques pour une véritable et totale européanisation. Et c'est bien ce que je recherche d'un livre à l'autre.

La France et la francophonie ont une place particulière dans votre vie, dans votre création romanesque ?

J'ai hérité d'une forme particulière de la « francophonie » ou « préfrancophonie » de la part de mon père, lui pendant la Grande guerre a participé à une forme d'autogestion de la zone habitée par la population locale sur les rives du lac d'Ohrid, organisée par l'armée française. Il a découvert, paradoxalement pendant la guerre ses pairs français dans les Balkans, il a découvert l'implacabilité commune avec les guerres « pour lesquelles les grands stratèges ont décidé ». Mon père a appris le français à cette époque, mais pendant la période du stalinisme « il s'est tu », et c'est à la fin de sa vie qu'il m'a parlé en français. Il a été un véritable monument francophone vivant. Je lui ai dédié, à lui et à son époque – « l'époque française dans les Balkans » – mon dernier roman de la saga balkanique *L'Amour du Général* (MANU, Skopje, 2009) : La Francophonie pour moi a été et restera un processus évolutif, une nécessité et notre pont vers l'Europe construit depuis longtemps. Nous en Macédoine, nous avons les anciens codes français, les codes qui n'ont pas perdu leurs significations. Mais il faut les découvrir...

Edgar Morin a vu dans votre vie et votre œuvre, « le représentant de la convivialité et de l'ouverture balkanique, l'homme qui toute sa vie a incarné la fraternité balkanique sans seule ré-fermeture ethnique », êtes-vous optimiste pour l'avenir de votre pays et de la région ?

Avec Edgar Morin je suis lié par une amitié vieille de vingt ans, commencée sur les rivages du lac d'Ohrid, dans cette partie commune de la patrie – la vie. Edgar Morin, ce penseur fraternel, qui plaide pour une symbiose des civilisations, Montaigne de l'ère planétaire, l'homme destiné à « civiliser la terre » et à relier les êtres divisés par murs et frontières, pour moi était non seulement un homme fidèle à l'amitié mais aussi université-vivant, défi pour trouver son propre chemin dans ma création, surtout pour mieux comprendre la

complexité de l'homme balkanique. J'ai accepté dans mon œuvre littéraire la mission par ma vie et non par ma carrière de rapprocher les gens, ma littérature en est la conséquence. Croire à l'avenir c'est croire à l'homme...

La famille–votre famille, les livres (de votre père), l'exil forcé font partie intégrante de votre œuvre et votre vie.

Les balkaniques ont longtemps vécus dans leur identité ethnique dépendante dans les deux empires : ceux du nord – principalement sous l'empire Austro-hongrois, et ceux du sud sous l'empire Ottoman. L'absence de l'identité entière pour les différents peuples a été compensée par l'identité patriarcale. Le sentiment de la protection par l'Etat est longtemps resté une idée inconnue dans les Balkans. Les gens avaient plus confiance dans la famille que dans des institutions fragiles presque inexistantes. Pour cette raison quand les frontières ont été établies dans le XXème siècle, les gens se sont sentis prisonniers. Dans les Balkans vit toujours le spectre des frontières, les frontières dans les gens, qui je crois ont disparu parmi les nouvelles générations. Ce passé a créé une « mentalité d'esclave », qui se montre être le principal frein dans les processus démocratiques, où domine l'inertie et la compréhension autocratique du pouvoir.

J'essaye dans mon œuvre d'illustrer ces défauts – par une famille, marquée par la complexité balkanique, obsédée par les livres, c'est-à-dire que je suggère une sortie inévitable de la barbarie par la métaphore des livres...

Vous êtes un écrivain de Macédoine qui écrit et publie dans les deux langues qui forment votre identité, l'albanais et le macédonien, mais vous vous reconnaissez dans une autre patrie : le lac d'Ohrid, bordé sur sa rive par certains des plus beaux et plus anciens monastères orthodoxes des Balkans, mais devenu pourtant une frontière. Une frontière entre votre pays de naissance l'Albanie et votre pays d'adoption la Macédoine, qui, « tel un mur balkanique, allait être un jour érigé pour durer plus longtemps et cacher plus de secrets que partout ailleurs dans la région ».

Il est vrai que le microcosme de ma vie, de ma famille, c'est le lac d'Ohrid, partagé entre la Macédoine et l'Albanie, par une ligne – la frontière. Ce fait de ma vie est devenu un paradigme non pas de séparation, mais de rapprochement dans ma vie et dans mon œuvre. En qualité de nouvel arrivant pendant l'époque du fascisme, j'acceptais la langue macédonienne dans mon éducation,

et parallèlement je cultivais la langue maternelle–l'albanais. A l'intérieur de moi ces deux langues sont dans une interaction permanente créant une confrontation rythmique, qui souvent me mène vers la qualité

et l'originalité de mes écrits, pour lesquelles j'ai le sentiment que les lecteurs et critiques français m'ont compris...

— ENTRETIEN PAR TONI GLAMCEVSKI

Marc Quaghebeur

« Les impasses de la Francophonie française »

Avec élégance et détachement, mais non sans convictions, Marc Quaghebeur, écrivain et poète belge, directeur des Archives et Musée de la Littérature (Bruxelles), promène sur le monde *des* francophonies un regard aiguisé, à la fois proche et distant, sans se défaire d'une ironie méthodologique qui ne nuit pas au sérieux du sujet, voire à son caractère savant. Ici, il détricote la genèse et les modalités de l'impérialisme centralisateur dont souffrent les littératures des Francophonies à travers le monde.



Quand les Francophonies modifient le champ des études françaises

Sous le titre *Une Passion française*, Claude Duneton écrivait dans le Figaro littéraire du 15 octobre 2009 – il y commente le *Zéro faute* de François de Closets – qu'il existe des « causes sérieuses aux crispations françaises autour de l'orthographe et de la langue ». Elles tiennent, écrit-il, à notre histoire particulière de pays unifié très tôt, mais qui n'est devenu « nation », en dehors d'un roi en panne depuis plus de deux cents ans, que par la langue imposée à tous – l'idiome souverain ! Le français, avec sa représentation graphique, nous sert d'identité nouvelle. « Quelque part », comme on dit en psychanalyse, attaquer l'image de la langue provoque chez nous une blessure narcissique. Je pense que c'est ainsi qu'il faut interpréter certaines outrances que rapporte François de Closets : « Supprimer le i de oignon, c'est envoyer les bulldozers contre une église gothique », écrivait un protestataire en 1990 ».

Cet aveu, dont le crédit est d'autant plus grand qu'il sort de la plume d'un citoyen français plutôt que d'un allophone ou d'un francophone, même issu d'une Francophonie originaire¹, esquisse fort bien les contours d'une singularité et d'une situation qui ne s'expliquent que par l'Histoire. Trop longtemps tue, cette évidence doit être énoncée et analysée si l'on veut inventer un futur commun à tous ceux qui parlent français ou simplement s'intéressent à cette langue et à ses cultures. Car cette singularité hexagonale engendre, et de longue date, des effets bien au-delà de ceux qu'elle concerne au premier chef, les Français.

L'essor des productions culturelles françaises et l'impact du modèle qu'elles véhiculent allèrent bien au-delà, en effet, des frontières du pays ou des échanges usuels

.....

1. J'ai à maintes reprises montré, dans mes travaux, comment la construction de la nation française avait entraîné d'importantes conséquences dans le dispositif littéraire de langue française, dans l'imaginaire de la langue et de la culture, comme dans leurs discours d'escorte ou d'analyse. J'y reviens dans « Belgique. Une Histoire qui remet en cause certains modèles français » (dans *Bulletin de l'Académie royale de langue et de littérature françaises*, 2010). Dans son livre *La France, nation littéraire* (Bruxelles, Labor, 1991), Priscilla Ferguson avait pour sa part fort bien montré, à partir d'une expérience anglo-saxonne et d'une belle connaissance de la France, ce qu'a de singulier, voire d'unique, le rapport des Français à la langue française et à leur littérature.

entre civilisations. Puissance impériale dont le rayonnement passa très logiquement, si l'on se réfère aux modalités de sa constitution, par la langue et la littérature comme par les discours qui les accompagnent et les imaginaires qui les promeuvent, la France marqua durablement les esprits comme les comportements. N'apparut-elle pas comme le paradigme de La Civilisation ? Nombreuses quoique menacées, les traces de ces façons de voir et de penser peuvent aujourd'hui encore se repérer un peu partout. Particulièrement, bien sûr, chez les locuteurs francophones de la langue, comme chez ceux qui en ont fait le choix ou subi durablement l'emprise.

Un tel impact concerne bien évidemment les études françaises, linguistiques ou littéraires, mais aussi leur délimitation comme leur définition. Or, ces études se sont spécifiées au moment de l'envol du concept européen de littérature nationale qui accompagna les nationalismes européens des XIX^e et XX^e siècles. À cette époque, la rivalité planétaire franco-britannique ne menaçait pas le primat culturel de Paris.

Contemporaines de la création par les Allemands des disciplines philologiques qui allaient marquer les cursus des Facultés de Lettres, les études françaises dans les universités n'ont jamais vraiment remis en cause, malgré la rigueur philologique, la conception française du corpus littéraire et de ses interprétations. Elles ne se sont donc pas interrogées sur l'inscription subtile, en leur sein, d'une conception et d'un usage typiquement nationaux des littératures. C'est que le point de gravité des approches philologiques était la langue. Et leur enjeu profond, en ce qui nous concerne, le destin comparé des langues romanes.

Au sein de celles-ci, seules la naissance et l'expansion du français constituaient, à l'époque, un cas de figure aussi complexe par rapport aux découpages politiques des États qui l'ont vu naître et prospérer. Un pluriel dissimulé ou nié, pour faire court.

La philologie d'origine allemande put sans doute s'en accommoder d'autant mieux qu'il y avait, pour ce qui concerne l'aire germanophone, l'Autriche, la Suisse et d'autres territoires où la langue allemande² vivait depuis des lustres, voire depuis son origine. Pour beaucoup, cela représentait d'ailleurs la nation allemande. L'étude et l'enseignement

de l'histoire du français s'inscrivirent dès lors dans une logique univoque doublement enracinée dans les idéologies sous-jacentes de ses méthodologies. En somme, la philologie ne détonnait pas avec la vision mythique (par ailleurs très bien informée) de l'histoire littéraire que Gustave Lanson donnait en 1894 de la littérature française.

L'unification administrative et symbolique progressive du domaine royal français puis de la République se produisit, comme le rappelle Claude Duneton, à travers la langue et son hypostase, la littérature. Elle passa par une série de moments importants qui en ont amarré et élargi l'emprise. Ils ont dessiné les contours toujours actuels de notre langue. Une langue bien éloignée de celle d'un Rabelais par exemple.

On pointera, dans ce processus au long cours, au XVI^e siècle, l'*Édit de Villers-Cotteret* de François 1^{er}; la création de l'Académie française au XVII^e siècle par le cardinal de Richelieu et la rédaction par Vaugelas d'une grammaire normative très différente de celles qui avaient vu le jour, un siècle plus tôt, dans les Pays-Bas de Charles Quint³; l'essai de Rivarol sur l'universalité de la langue française et le choix du français, à la fin du XVIII^e siècle, sous l'influence de l'abbé Grégoire, comme langue de scolarisation, au détriment des autres idiomes du pays; l'instauration, à la fin du XIX^e siècle, par Jules Ferry, de l'enseignement obligatoire qui va unifier, de façon décisive, une France dont la moitié des départements n'était toujours pas de langue française sous la Restauration, et le rassemblement, à la même époque, par Gustave Lanson de tous les faits relatifs aux lettres de langue française en une téléologie nationale de type universaliste; l'expansion coloniale en Afrique à partir de 1830 et la spécification par Onésime Reclus, cinquante ans plus tard, du mot francophone pour des territoires colonisés en français, à l'exclusion des francophonies originaires; la N.R.F. enfin, au XX^e siècle, que le représentant du III^e Reich considérait comme la troisième puissance en France, à côté de la Banque et du Parti communiste.

Ces balises ont accompagné l'évolution du sens du mot « nation » en France. Une évolution qui entraîne par exemple l'Académie française à rattacher, dans la première moitié du XVIII^e siècle, l'idée de communauté de langue à celle de communauté de

2. À certains égards, l'annexionnisme nazi de l'Autriche ou des Sudètes n'en sera que le prolongement.

3. Ces grammaires visaient la traduction dans les différentes langues de l'Empire, à partir de la langue maternelle du César.

lois. Peu à peu, « nation » revêt ainsi le sens d'espace politique et humain lié à une seule langue. Cette évolution va formater les nationalismes européens à partir de la Révolution française et de ce qui s'y joue autour du mot nation. Ce sera un des effets irréversibles des guerres napoléoniennes et des contre-feux du Traité de Vienne.

La proclamation de l'universel, dont la *Déclaration des droits de l'homme* est le fruit et la langue française le véhicule, est tout aussi importante. Elle est constitutive de la spécificité française. Non sans dommage parfois – ou problème – pour les Français d'aujourd'hui mais aussi pour les citoyens des autres entités historiques dans lesquelles le français est partie constitutive du destin collectif, mais n'occupe pas une place unique ou hégémonique. Longtemps, la suprématie culturelle de la France, en Europe et ailleurs, l'avait confortée ou imposée.

La question qui se pose aujourd'hui est de sortir de ces impasses. Pour rencontrer la pluralité et la complexité des « identités » francophones, d'une part. Pour prendre également en cause la complexité française, ce qui sera encore plus malaisé, et se mettre en mesure de comprendre et d'analyser. Après les résistances – bien compréhensibles par ailleurs, au vu de l'histoire française –, opposées à la reconnaissance des langues régionales dans l'Hexagone et plus encore de leur enseignement, le débat sur l'identité nationale voulu par Nicolas Sarkozy et son gouvernement laisse clairement entrevoir les tensions entre schéma identitaire et réalité collective contemporaine. Si elles ne constituent pas l'apanage de la France, elles y déclenchent des réactions plus fortes que chez ses voisins. C'est qu'il y va du modèle qui a fait la France.

Que la langue et la littérature françaises aient pu se donner à la fois comme les lieux par excellence de la nation et du dépassement de ses antagonismes, qu'elles aient été vécues comme un singulier historique et comme le lieu par excellence de l'universel, ouvre une contradiction décisive qui ne cesse de produire ses effets. Un temps féconde pour les tiers⁴, cette tension s'avère aujourd'hui d'autant plus paralysante pour certaines évolutions que la France peine parfois à prendre la juste mesure de ces changements.

Il est vrai que la prise en compte des

.....

4. De là partiront certaines des trajectoires majeures de la décolonisation dont celles de Jean Amrouche, Léopold Sedar Senghor, etc.

pluralités francophones remet en cause le modèle théorique et mythique qui porta la défense et l'illustration du français dans le monde – et, bien sûr, les études françaises. C'est que l'universel, pour essentiel qu'il soit, demeure abstrait dans cette vision. Il ne s'ouvre donc pas suffisamment à la pluralité des visages et des êtres. S'il permet de dépasser une construction idéologique nationale du type « *bloed en bodem* », il n'en fait pas moins partie d'une construction nationale spécifique, et qui ne se dit pas comme telle. C'est pourquoi elle est une des plus singulières qui soient. C'est pourquoi aussi les Français éprouvent une telle conscience de l'exception française, alors que toute culture constitue une singularité. Cette transcendance, dans laquelle chaque citoyen est appelé à se retrouver comme soi et plus que soi (c'est-à-dire aussi – souvent – comme quelqu'un de plus exceptionnel qu'autrui), avait également pour fonction – et c'est un tabou – de transcender les contradictions internes à la France. À commencer par les variétés linguistiques qui la composent.

Cette double transcendance, celle de l'universel et celle de la langue, se vit par ailleurs appuyée par un dispositif centralisateur conforme aux grands axes de l'histoire de France. Celle-ci a, on le sait, concentré dans le seul Paris, l'essentiel des instances qui la soutiennent et la promeuvent. À commencer par l'édition et l'Académie bien sûr. Mais aussi par ce temple du savoir qu'est la Sorbonne. Ce dispositif sociétal s'emblématise, enfin, dans l'art par excellence qu'est la littérature pour les Français ; et dans l'exaltation de la langue qui procède de cette vision.

Cette opération symbolique et imaginaire s'inscrit, je l'ai dit, – et de façon magistrale, on ne le dira jamais assez – en 1894 dans l'*Histoire de la littérature française* de Gustave Lanson⁵, monument dont l'extraordinaire érudition le dispute à la puissance mythologique. Lanson réussit en effet un double tour de force dont son pays doit lui être redevable mais qui ne sera pas sans conséquences pour les autres littératures de langue française comme pour leurs études. Assembler en effet dans un même Panthéon (à travers Voltaire et Bossuet par exemple) les factions qui se déchirent à l'Assemblée nationale et dans le pays (cléricaux et anti-cléricaux, royalistes et républicains) et rassembler, au travers

5. Gustave Lanson, *Histoire de la littérature française*, Paris, Hachette, 1894. Au même moment, Littré d'une part, Larousse de l'autre réalisent la mise en ordre de la langue dans leurs dictionnaires.

d'un corpus censé converger vers la seule histoire de France, tous les textes écrits en français depuis l'origine de la langue – et cela, quelle que soit la complexité des situations historiques dont ceux-ci proviennent –, c'est une opération à portée profonde.

Ainsi s'instaure savamment et se renforce scolairement une conviction tenace dont l'essor est contemporain du siècle de l'Art pour l'Art et de l'autonomisation des Arts comme des Lettres : celle de la transcendance du Littéraire. Conjuguée aux autres dispositifs du système franco-français, elle aura de nombreuses conséquences pour les destins de la langue française comme pour la perception des littératures non hexagonales. A commencer par les débats auxquels celles-ci sont contraintes de se livrer à l'heure de leurs prémices, comme aux actions qu'elles suscitent en retour pour maintenir en l'état l'*imperium* français. C'est en ce XIX^e siècle où se met en place décisivement ce dispositif idéologique, symbolique et fonctionnel, qu'en Belgique et en Suisse – en Haïti aussi – se font jour des littératures nationales en français. Elles échappent aux modèles censés les cerner – le germanique comme le français. Elles contraindront donc à repenser les modes d'approche du fait littéraire en langue française, ce qui va susciter des résistances plus que considérables. L'université comme la critique sont loin d'y être parvenus.

Au plan académique, les limites du positivisme propre à l'histoire littéraire, conjuguées au principe des aires linguistiques de la philologie romane, s'accommodent aisément, je l'ai évoqué, de la dimension d'universel censée être partie prenante du fait littéraire de langue française. Cette concordance va se perpétuer, des décennies durant, dans la *doxa* scolaire et universitaire des études littéraires françaises. Elle explique, pour une belle part, les résistances opposées par nombre d'universités aux littératures francophones. D'abord rejetées, acceptées ensuite, mais souvent de façon marginale, soit comme des provinces du domaine français, soit comme des métamorphoses exotiques du génie français, elles demeurent au XXI^e siècle la part congrue (pour ne pas dire occultée) d'un champ littéraire qui résiste désespérément à la prise en compte des Histoires. Toutes choses qui ne se constatent pas – ou plus – dans les domaines anglophone, hispanophone ou lusophone.

Rien que de logique, certes, là encore. Et cela, quelles que soient par ailleurs les hypothèques ou les impasses auxquelles ces constructions, historiquement créées, conduisent aujourd'hui Français et

Francophones. L'édifice est d'ailleurs tellement fort qu'il ne cesse, en dépit de certaines déclarations ou d'ouvertures réelles, de produire des mécanismes qui attestent sa cohérence et une forme de pérennité. Il suffit de songer à la profonde résistance que les autorités françaises ont opposée aux directives européennes sur le respect et le soutien aux langues régionales. La Constitution de la République n'indique-t-elle pas clairement la place de la langue dans le dispositif national ? Je pourrais également montrer comment les difficultés de prise en compte sérieuse des littératures francophones découle de ce qui procède du jeu franco-français dans le devenir de cette francophonie que l'on s'obstine à mettre au singulier. Alors qu'il faudrait parler des Francophonies⁶.

L'analyse linguistique, qui qualifiait d'aires latérales les espaces de la langue extérieurs à l'Hexagone, procédait en fait d'une même logique. Longtemps, elle voua leurs singularités linguistiques à l'archaïque ou au folklorique – entraînant souvent chez les locuteurs de ces entités un sentiment de complexe comme un sentiment de déni de soi chez leurs élites. En va-t-il autrement d'une certaine *doxa* littéraire, d'inspiration bourdieusienne, que je n'assimile pas aux travaux du chercheur récemment disparu ?

L'infini ressassement de la position périphérique des littératures francophones, s'il désigne bien évidemment et fort pertinemment les rapports de force entre l'édition française (et ses appareils d'accompagnement) et les instances littéraires des autres pays francophones, finit par laminer les différences historiques et culturelles qui jouent d'une manière essentielle, et toujours tensionnelle, avec les normes françaises dans les littératures de ces différents pays. Tout sauf secondaires, ces inscriptions qui génèrent souvent la forme de ces textes pourraient bien finir par revêtir encore moins d'importance pour les commentateurs de l'avenir que ce n'était le cas au temps du positivisme triomphant. Cela finit par conforter un schéma de dépendance à l'égard de Paris qui n'a plus de raison d'être. Sauf à vouloir maintenir, en dépit des évidences, une forme d'hégémonie dont les effets à long terme se révéleront néfastes à tout ceux qui parlent français et aux Français, en premier

6. Cf. Marc Quaghebeur, « Francophonie, ton nom s'écrira avec un s », dans *Les Cahiers du Ru*, n°20, Aoste, Musumeci édition, 1993, p. 88-96. Repris dans *Cahiers francophones d'Europe Centre-Orientale (actes du colloque de l'AEFECO). L'Enseignement de la Francophonie*, n°3, Pécs-Vienne, 1993, p. 51-58.

lieu ; comme à la pertinence de nos études.

D'ores et déjà, force est de constater que les littératures issues des peuples jadis placés sous tutelle coloniale demeurent dans une sorte d'exotisme post-colonial ou de position secondaire quand elles ne sont pas réduites à leur contenu local ou sociologique immédiat. L'évolution du système et de ses instruments demeure donc en deçà de ce qu'exige l'analyse toujours complexe des littératures issues de ces pays dans lesquels le français ne constitue jamais la seule langue – et rarement la langue maternelle des auteurs. Les histoires de ces pays sont en outre tout sauf réductibles aux principes qui ont présidé à l'histoire de France.

Réduire ces réalités aux jeux du système gravitationnel revient, dès lors, à récuser la place de l'Histoire dans l'analyse et à s'interdire d'entrer dans la singularité et la complexité des textes de fiction. Et cela, au profit d'une nouvelle forme d'autonomisation d'un système littéraire, historiquement francocentré, et qui entend le rester. Si celui-ci peut expliquer bien évidemment la prégnance de certaines formes plutôt que d'autres dans les champs littéraires francophones – et dans leur enseignement –, il finit souvent par déporter les textes des Histoires dont ils procèdent. À alimenter en outre l'égo post-romantique des écrivains dont les œuvres comme les lecteurs n'ont que faire.

Symptomatique à ces différents égards, le Manifeste *Pour une littérature-monde*⁷. Il affirme en effet vouloir réagir contre les nouvelles formes de provincialisation qui caractériseraient la littérature française depuis la fin de l'empire colonial. Il croit toutefois indispensable, dans le même mouvement – et avec une rare violence – de s'en prendre au mot « francophone ». Et les signataires du libelle de reprendre, en les adaptant au mot « francophone », la formule jaillie, un siècle auparavant sous la plume d'écrivains belges soucieux de reconnaissance parisienne. « *Personne ne parle le francophone, ni n'écrit en francophone* », écrivent les auteurs du Manifeste. Les tenants du Manifeste belge dit du *lundi* (1937) comme les écrivains désireux de

7. *Le Monde des Livres* du 26 mars 2007 se fit largement l'écho de ce texte signé par quarante-quatre écrivains en faveur d'une « langue libérée de son pacte exclusif avec la nation ». L'histoire de ce Manifeste est complexe, si l'on en croit le témoignage de certains auteurs (qui affirment n'avoir jamais lu le texte qu'ils ont signé), mais c'est une autre histoire. Le Manifeste est évoqué en tant que tel, dans cette contribution.

dénier la singularité littéraire belge déclaraient déjà que personne n'écrit en belge – ce qui va de soi – mais prétendaient, dans la foulée, nier l'emprise de l'Histoire du pays sur la genèse des textes.

Lorsqu'ils comparent la situation des écrivains de langue française à celle des anglophones, les rédacteurs du Manifeste *Pour une littérature-monde* oublient que le mot « anglais » ne pose aucun problème linguistique aux Écossais ou même aux Irlandais, puisque le royaume de sa Gracieuse Majesté s'appelle la Grande-Bretagne ou les Îles britanniques. Le dispositif particulier qui a lié le mot français à la langue et à la nation dans son acception hexagonale est différent. La relégation aux marges des écrivains francophones n'est donc, à un certain niveau, que l'effet d'un dispositif franco-français qui s'est durci avec l'approche de la fin de l'empire colonial, comme il l'avait fait aux moments d'incertitudes nationales antérieures. Il s'est ensuite métamorphosé, apparemment, à travers le discours francophone officiel.

Les crispations identitaires qui traversent aujourd'hui la société française sont en outre liées à la question du reprofillement de l'universel dans son dispositif symbolique. Celui-ci ne peut plus se contenter d'être de type abstrait et assimilateur. N'est-ce pas pour cela qu'il ne parvient pas à prendre réellement en compte les spécificités des Histoires autres que celle dont il procède, et qu'il a magnifiée ?

Le Manifeste *Pour une littérature-monde* en appelle certes à sortir du tropisme hexagonal comme du raffinement formel ou minimaliste, pour prendre à bras-le-corps le monde et tenir compte des auteurs francophones non français, ce dont il faut se réjouir. En même temps, il entend les sortir de leurs histoires respectives pour les replonger dans le grand moule éditorial parisien, ainsi régénéré – ce qui atteste la pérennité du système franco-français.

Le pseudo-*aggiornamento* n'a pas dupé la spécialiste des littératures francophones d'Afrique qu'est Lilian Kesteloot ni son collègue Amadou Lamine Sall. Ils y répondent, dans *Le Monde* du 6 avril 2007, avec clarté et énergie : « *Un peu de mémoire, s'il vous plaît.* »

Et de demander si la libération éventuelle du pacte exclusif avec la nation dont parle le texte concerne la France ou « leurs nations respectives ». Les deux auteurs ne manquent pas de rappeler enfin – fait que l'on peut également repérer à foison tout au long du développement du corpus littéraire francophone belge et qu'il faut en partie référer au

monocentrisme éditorial et symbolique du champ littéraire franco-francophone – qu'en lisant les textes des signataires africains du Manifeste, on y découvre le contraire de ce qu'ils ont signé et affirmé. Vieil atavisme d'un système décidément bien ancré, où l'universel et le particulier jouent un pas de deux qui occulte souvent, aujourd'hui, la perception des faits. Seules des analyses précises des corpus comparés, comme un autre mode d'enseignement des textes littéraires de langue française, pourront le modifier.

Le Manifeste a vu le jour dans le cadre de l'année des « francophonies ». Il constitue donc une réaction à cette forme d'ouverture voulue par le président Jacques Chirac. La réaction se produit en outre à un moment où les études francophones ont commencé – certes essentiellement dans les pays allophones⁸ – à se répandre et à constituer peu à peu des corpus universitaires spécifiques. Ceux-ci ont souvent dû se déployer à côté des études françaises, quand ce n'est pas contre elles.

Ce phénomène de résistance n'a rien d'épidermique. Il procède d'une logique réelle, quoique inadéquate. Son dépassement est indispensable si l'on souhaite éviter la provincialisation mondiale du français et se donner les moyens d'étendre les corpus littéraires de langue française. Tous ces facteurs conduisent donc au nécessaire reprofillement des études françaises. Aujourd'hui, ces dernières ne devraient plus être que celle

8. En France, par exemple, aujourd'hui encore, les pôles d'études francophones dans les universités sont peu nombreux. Ils se trouvent en outre dans une position de légitimité relative entre comparatistes et francisants. Il s'agit donc d'une « poche » dans le champ des études littéraires. La situation dans les Francophonies originaires n'est pas beaucoup plus brillante. Si le corpus des lettres belges de langue française a fini par exemple par devenir matière obligatoire en Belgique dans la plupart des universités, à la fin du XX^e siècle, il ne dispose toujours pas du nombre d'heures suffisant. Le champ des autres littératures francophones est, quant à lui, loin d'être correctement couvert et assumé – y compris pour les corpus africains issus des pays qui ont constitué l'empire colonial de la Belgique. En Suisse, si le Centre de littérature romande à Lausanne s'est développé, on a vu s'éteindre le pôle francophone ouvert à Zurich par Roger Francillon. On assiste en outre, dans les pays « développés », à une tendance cherchant à rapprocher les littératures du Nord et à négliger celles du Sud, ce qui se passe de commentaires. Cela permet en revanche d'éviter les profondes remises en cause auxquelles amène la prise en compte des littératures francophones. En Afrique, les corpus nationaux sont souvent pris en compte, mais les perspectives générales, voire africaines, sont rares.

des littératures de langue française. Même remarque en matière de linguistique française où la prise en compte sérieuse des variétés de la langue, en amont comme en aval, s'impose. Cela implique une ouverture de ces études à un comparatisme intra-linguistique, autre tabou, tout aussi évident que celui qui concerne le littéraire. Et cela, en dépit de quelques tentatives qu'il faut saluer.

Les littératures francophones au sens strict⁹, on l'oublie souvent, prennent cours avec l'essor des romantismes nationaux qui sortent des décombres de l'Ancien Régime et des guerres de l'Empire napoléonien, comme des conséquences politiques, sociales et intellectuelles, de la bataille de Waterloo et du Traité de Vienne. Ce qui se passe en Belgique, en Haïti ou en Suisse au XIX^e siècle va de pair, je le rappelle, avec la constitution progressive du corpus didactique franco-français et de son idéologie. Ce corpus s'impose alors d'autant mieux dans le monde que le rayonnement culturel de la France permet de contrebalancer l'hégémonie économique de la Grande-Bretagne sur la planète. Qui plus est, il peut s'appuyer sur une pléiade d'écrivains contemporains remarquables.

Le rayonnement international de la France bénéficie alors du double avantage de l'estampille nationale et de l'aura universaliste du corpus. Mis à part leur caractère latéral par rapport à Paris – Charles De Coster, l'auteur de *La Légende d'Ulenspiegel* (1867), ne se qualifie-t-il pas d'écrivain « provincial » dans la préface de son roman majeur ? –, leur jeunesse et la petitesse relative du vivier humain dont elles émanent, ces littératures émergentes¹⁰, dopées par les indépendances et/ou les nouveaux

9. Le concept ne peut s'appliquer en tant que tel à un Rousseau ou à un Ligne, par exemple. Les productions médiévales doivent faire l'objet, elles aussi, d'une étude spécifique.

10. Pour la Belgique, on se reportera au numéro 28 de la revue *Textyles (La Belgique avant la Belgique)*. Bruxelles, Le Cri, 2005. Pour la Suisse, au livre de D. Maggetti, *L'Invention de la littérature romande. 1830-1910*, Lausanne, Payot, 1995. Pour Haïti, à celui de L.-F. Hoffmann, *Littérature d'Haïti*, Vanves, EDICEF / AUF, 1995. Je me permets de renvoyer en outre à mes articles sur les conséquences de ces tensions en forme d'impasses dans le discours sur les littératures en question, à partir de l'exemple belge. Cfr « Les Écrivains belges, la Littérature et la Langue française », dans M. Quaghebeur et N. Savy (éds), *France-Belgique 1848-1914*, Bruxelles, Labor (Archives du Futur), 1997, p. 491-528 ; et « L'identité ne se réduit pas à la langue », dans P. Gorceix (éd.), *L'Identité culturelle de la Belgique et de la Suisse francophones*, Paris, Honoré Champion, 1997, p. 59-105.

nationaux¹¹, se heurtent, dès le départ, à un problème de fond qu'affrontera par la suite chaque littérature francophone¹².

Le monothéisme linguistique inhérent au concept européen de littérature nationale entre en effet en contradiction avec la complexité linguistique et historique des pays d'où surgissent ces littératures francophones – pays qui devraient participer à part entière au concert des nations si l'on en croit l'universel, mais qui n'y occupent que des positions subalternes. L'universel véhiculé par l'idéologie française¹³ entre dès lors en tension avec le caractère national, qu'il occulte ou minimise partiellement quand il ne le dénie pas. Ce n'est donc pas un hasard si le Panthéon de la littérature française n'accepte souvent autrui qu'au prix de son assimilation pure et simple. Cette tension peut aussi se révéler féconde. À partir des Antilles, Édouard Glissant a ainsi cherché à redynamiser, et incarner dans le monde, et le particulier, et l'universel, au travers d'une vision archipélagique.

Des exceptions ont certes surgi du terreau français – sans véritable impact sur les processus de reproduction du savoir. Ainsi la grande ouverture mallarméenne ou celle de Romain Rolland. Mais, à côté de ces hautes solitudes solidaires, que de répétitions du même indéfiniment annihilant ! Le tome III de *L'Histoire des Littératures* publiée dans la Bibliothèque de la Pléiade, sous la direction de Raymond Queneau, regroupe par exemple toutes les littératures « d'expression française » sous le titre de « littératures connexes ». Le corpus belge y est réduit à 7 pages alors que le corpus français fait 1 350 pages. Ce processus poursuit toujours son ère, tout en modifiant quelque peu les modalités de ses emprises, Indépendances africaines obligent.

11. La Suisse ne connaît sa forme actuelle et sa Constitution moderne qu'en 1848 après une guerre civile, la guerre du Sonderbund. Cfr P. du Bois, *La Guerre du Sonderbund. La Suisse de 1847*, Paris, Alvik, 2002 ; et *Alémaniques et Romands. Entre unité et discorde*, Lausanne, Favre, 1999.

12. Je l'ai étudié pour le Congo, l'Algérie et la Belgique dans « Le Soi et l'Autre. Variations congolaises, algériennes et belges », dans Y. Bridel, B. Chikhi, F.-X. Cuche et M. Quaghebeur (dir.), *L'Europe et les Francophonies*, Bruxelles, Pie Peter Lang (Documents pour l'histoire des Francophonies), 2005, p. 67-92.

13. Cfr Noël Cordonnier, « Les Universalités « à la française ». Une typologie, des effets et un contre-feu », dans *L'Europe et les Francophonies*, op. cit., p. 39-50.

Joseph Hanse avait pu écrire avec raison, il y a un demi-siècle, que Charles De Coster, l'auteur du premier roman francophone *stricto sensu* de la langue française, avait été « exclu de la littérature française ». Paul Dirx a, quant à lui, montré au tournant du millénaire comment la présence de Maeterlinck¹⁴ dans l'enseignement français à la fin du XX^e siècle, demeurait faible, voire déclinait. Rien de neuf en un sens puisque le Prix Nobel 1911 ne figurait pas dans le légendaire *Lagarde et Michard* qui s'imposa comme le manuel de littérature française du dernier demi-siècle.

L'entrée de Maeterlinck dans la presse française avait été tout aussi significative. En lançant avec fracas *La Princesse Maleine* dans *Le Figaro* du 24 août 1890, Octave Mirbeau avait cru préférable de gommer l'origine belge du dramaturge. Et cela, afin d'éviter la dépréciation quasi automatique qui en aurait résulté. Ce ne sont certes que des exemples. Ils indiquent toutefois des fils rouges. La belle analyse réalisée par Paul Dirx¹⁵ de la réverbération de la production littéraire belge francophone dans *Le Figaro littéraire*, les *Nouvelles littéraires* et les *Lettres françaises* (périodiques d'obédience politique fort différente, entre 1944 et 1960) est plus que convaincante en la matière. C'est l'époque où certains écrivains belges en vogue à Paris (D. Rolin, B. Beck, etc.) en remettaient sur le caractère quasi sacré, unique et autosuffisant, de l'institution littéraire franco-française.

En va-t-il différemment avec le Manifeste *Pour une littérature-monde* ? Et les « littératures connexes » de la Pléiade sont-elles si différentes des littératures périphériques ou des littératures mineures aujourd'hui en vogue dans l'approche universitaire ?

14. Paul Dirx. « *Amis belges* ». *Presse littéraire et franco-universalisme*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

15. Paul Dirx. « Les Déterminants de la littérarisation. Le cas de Maeterlinck et l'école française », dans M. Quaghebeur (éd.), *Présence / Absence de Maurice Maeterlinck*, Bruxelles, AML Éditions / Labor (Archives du Futur), 2002, p. 432-443.

Massifs et constants, ces processus de marginalisation ou d'absorption¹⁶, de déni ou de tolérance bien tempérée¹⁷, visent clairement au maintien d'un corpus national et à son hégémonie. Ils laissent en outre entrevoir – et c'est en quoi y toucher revient à toucher à l'identité française au sens traditionnel et post-impérial – dans quelles difficultés se trouvent structurellement les littératures francophones.

Car, et comme il est logique, cette conception a donné lieu à des appareils idéologiques subtils. Ceux-ci se sont souvent enracinés dans les consciences comme des évidences naturelles. Discours et appareils d'escorte témoignent sans ambages de cette dynamique. Ils structurent et nourrissent toujours les programmes centraux de la plupart des facultés d'études romanes ou françaises. Et cela, je le répète, même si l'étude des corpus francophones a connu un développement important dans certains pays allophones comme les USA. Ils s'y inscrivent toutefois dans la logique des *Postcolonial Studies*¹⁸, ce qui revient à les biaiser pour partie, sauf à considérer que les Francophonies originaires elles-mêmes sont culturellement dans une position qui les rapproche de leurs consœurs issues des processus coloniaux stricto sensu.

En Italie, elles furent le cheval de Troie d'une guerre interne entre écoles et clientèles rivales qui ne permit pas la nécessaire dialectisation avec le corpus français. Dans les pays francophones proprement dits, elles dépassent rarement le cap des pays mêmes et de quelques autres, apparentés. Nulle part elles n'ont donné lieu à une refonte radicale des programmes¹⁹.

Le français s'est imposé, faut-il le rappeler, à la France métropolitaine puis à ses colonies dans la forme hyper normée et contrôlée que ses élites ont voulue pour lui – et pour le distinguer, et pour se distinguer.

16. Amusant, mais significatif, le commentaire d'un journaliste français présentant Stanislas-André Steeman comme le « Simenon belge ».

17. Malgré leur reconnaissance internationale et parisienne, Verhaeren, Maeterlinck ou Rodenbach ne figurent pas dans le volume *XIX^e siècle* du célèbre Lagarde et Michard alors que François Coppée, Sully Prudhomme ou Albert Samain s'y trouvent en bonne place.

18. Elles évitent ainsi – souvent – l'étude de la Belgique et de la Suisse en dehors desquelles la compréhension de la complexité francophone devient bancale.

19. C'est l'objectif que se fixa en 1986 l'Université de Pécs en Hongrie, université dans laquelle le programme d'études en est resté masqué.

Parallèlement, il s'est hypostasié dans sa littérature. Une évolution foncière ne peut donc se produire d'un coup, ni se réaliser sans contrecoup.

Quant à devoir en arriver à faire oublier que certains des premiers monuments de la langue puis des œuvres importantes ont vu le jour dans des territoires étrangers au domaine royal *stricto sensu* ou/et qui font aujourd'hui partie d'autres pays que la France (la Belgique²⁰, la Suisse²¹, le Grand-Duché de Luxembourg) ; que la France était à l'origine, et pour longtemps, foncièrement plurilingue ; ou que la richesse de cette langue tient aujourd'hui à la multitude de situations et de lieux dans lesquels elle vit (d'où surgissent des textes parfois plus vivifiants que ceux qui viennent de France), demeure difficile à accepter. Cela apparaît absurde – même en termes de rentabilité. Quelle conscience en ont nos étudiants ?

C'est donc à une refonte réelle et intelligente de nos études que je me permets d'en appeler. Cette refonte passe par l'articulation aux Histoires comme par une forme de comparatisme intralinguistique. Qu'il n'y ait pas eu de surréalisme en Suisse et qu'à Bruxelles et Paris se soient développés, au même moment, des mouvements qui divergent sur bien des points – particulièrement sur le rapport à la langue et à la littérature – n'a rien de fortuit. Un tel type de prise en compte ne contribuerait-il pas à une meilleure compréhension de l'histoire de l'Europe ? Et n'ouvrirait-il pas à nos étudiants des perspectives dont nous n'aurions tous qu'à nous réjouir, et qui peut porter loin ?

Que le roman de Charles De Coster, *La Légende d'Ulenspiegel*, ait recouru à des formes carnavalesques et transgénériques pour dire une Histoire qui ne pouvait s'écrire dans les canons français – l'Histoire d'une défaite mais non d'une disparition – est-il aussi éloigné, à un certain niveau, qu'on ne voudrait le faire accroire de ce qui se passe et s'écrit aujourd'hui dans les Antilles ? Si l'on accepte de voir ce que donnent à lire

20. Pour l'histoire de la langue en Belgique, on se reportera à D. Blampain, A. Goosse, J.-M. Klinckenberg et M. Wilmet (éd.), *Le Français en Belgique*, Louvain-la-Neuve, Duculot, 1997.

21. La question du substrat franco-provençal, comme en Val-d'Aoste d'ailleurs, pourrait partiellement nuancer la question. En revanche, le triomphe du protestantisme dans certains cantons majeurs et la lecture des textes sacrés à travers la version de Calvin (un Picard) plongèrent la Suisse romande dans un espace linguistique d'où il fut surmoi puisqu'il s'agissait de Livres Saints.

les Formes littéraires, et si on les inscrit ensuite dans leur véracité historique respective – laquelle n'a rien à voir, ou fort peu, avec l'idée de nation surgie aux XVIII^e/XIX^e siècles –, on entre dans d'autres formes de compréhension et d'analyse des littératures. Cela pourrait en outre contribuer à enrayer le déclin de leurs études.

Qu'il s'agisse de l'approche par siècle de la littérature, de l'étude des textes ou des cours de civilisation ; qu'il s'agisse des cours de langue et de la connaissance de son histoire, c'est à une belle mais difficile entreprise que convient les littératures francophones. Le chemin n'est donc jamais achevé même pour les écrivains francophones qui paraissaient être entrés dans l'immortalité littéraire.

Il ne saurait être question pour autant de dégager entièrement notre responsabilité de francophone ou de chercheur dans les domaines de la langue française, et de tout imputer au fait français. C'est aussi notre passivité qui est en cause. Notre attention ne devra, qui plus est, jamais faiblir.

La prise en compte complète et à sa juste place d'un Césaire n'est sans doute pas aussi avérée qu'on ne le croit. Pourquoi le *Figaro littéraire* du 18 février 2010 consacre-t-il une pleine page à la résurrection de sept poèmes staliniens de cet écrivain qui modifia le champ poétique de langue française du XX^e siècle ? Que ces sept textes doivent être examinés et commentés par les chercheurs est une chose, même si l'auteur ne les a pas repris dans ses *Œuvres complètes*. En faire une pleine page paraît en revanche fort politique. S'agirait-il de nuire à sa figure au moment où elle s'est imposée parmi les grands du XX^e siècle et de recentrer le

Panthéon dans lequel figurent pourtant des écrivains français qui ont été liés au mouvement communiste ?

Lorsqu'on mettra en synergie dialectique Claudel et Maeterlinck ; Césaire, Senghor et Aragon ; Albert Camus, Victor Serge et Kateb Yacine, on commencera à entrer autrement dans ce qu'est et ce que peut être la littérature. Dans ce qu'elle donne aussi à lire, et du monde, et du sujet. Encore faudrait-il que l'on s'avère également capable de lire et de parler des ouvrages qui se publient en dehors de Paris. Et, mieux encore, d'en assurer leur circulation comme leur couverture critique. Cela se heurte non seulement à des habitudes dont j'ai cherché à montrer les ancrages mais à de forts intérêts commerciaux.

Tel est moins le cas de nos études universitaires. Elles sont donc en mesure de donner à lire et à analyser un corpus plus large qu'elles ne le font à l'heure actuelle. Faire voir autrement le monde qu'à travers les modèles figés mais pérennes d'une grande Histoire qu'il s'agit de redécrypter constitue une tâche dynamisante et nécessaire. Inventer des approches nouvelles qui retrouveront ce qui fait la métamorphose à l'œuvre dans l'écriture comme l'historicité profonde de ces textes est un défi qui concerne directement l'avenir de nos études.

Dans l'intérêt même de la France quoi qu'elle en pense, de la langue française et de ses littératures. De la rigueur du savoir, enfin.

— CETTE RÉFLEXION DE MARC QUAGHEBEUR A ÉTÉ PRODUITE AU COLLOQUE ORGANISÉ À VARSOVIE, LE 16 OCTOBRE 2009, PAR LA FACULTÉ DES LETTRES, QUI FÊTAIT SON 90^e ANNIVERSAIRE, L'AFI REMERCIANT L'UNIVERSITÉ DE VARSOVIE D'AVOIR AUTORISÉ CETTE REPRODUCTION.

